Dans les préfectures, le marché noir des rendez-vous

TRAFIC Pour 100 euros, des officines revendent en ligne des créneaux administratifs qui, souvent, n'existent pas

Ce qui est rare est cher. Et ce qui est gratuit peut devenir payant. C'est le cas des rendez-vous en préfecture destinés à obtenir, ou à renouveler, un visa ou un titre de séjour. Avec la dématérialisation, toutes les demandes s'effectuent désormais en ligne. Mais pour trouver un créneau, il faut se lever tôt. À Paris, rien avant mars. Idem à Lyon ou Marseille. Publiés chaque lundi, les plannings de rendez-vous sont pris d'assaut. Notamment par des petits malins qui les revendent ensuite sur Internet, contribuant à aggraver la pénurie.

Après des nuits passées sur le site de la préfecture de Nanterre (Hauts-de-Seine), Rajesh* s'est résolu, au printemps, à faire appel à un intermédiaire pour une première demande de titre de séjour. Par Facebook, il s'adresse à RDV Titre de séjour, qui lui propose quatre dates en mai, moyennant 100 euros. Son contact lui indique alors sur Messenger de se rendre dans un tabac pour payer par Transcash ou d'effectuer un règlement sur le site Topengo. Le jeune Mauricien s'exécute. Mais si ses 100 euros ont bien été encaissés, aucun rendez-vous à l'horizon : le mystérieux vendeur s'est évaporé. *« Ce sont des arnaqueurs qui profitent des gens en galère »*, déplore Rajesh, qui a fini par obtenir des papiers.

Sur Internet, les sites de ce genre pullulent, très bien référencés. Pour créer la confusion, certains imitent les interfaces officielles avec drapeau français, tels « Préfecture-rendez-vous » ou « rdvprefecture ». Ce dernier propose pour 9,90 euros – et même 4,95 euros avec un code promo – de s'abonner à des alertes pour être prévenu dès qu'une place se libère.

« Une fabrique de sans-papiers »

Équipés de bots qui « aspirent » les créneaux disponibles, ces revendeurs peu scrupuleux, exerçant souvent hors de France, les proposent ensuite à des étrangers qui ne savent plus quel levier activer. Mais ces rendez-vous sont généralement fictifs, ou cédés plusieurs fois. Et l'acheteur est refoulé à l'entrée de la préfecture…

« Un véritable business se développe et prospère sur la misère », se désole Jean-Albert Guidou, du collectif migrants de la CGT. Ce militant se souvient d'une officine qui avait conseillé à l'un d'entre eux d'envoyer son dossier par courrier, alors que les services de l'État n'acceptent plus aucune pièce en format papier… Et ce pour 600 euros, avec en bonus des menaces de dénonciation à l'employeur en cas de plainte. *« Ce système constitue une fabrique de sans-papiers, car tous ceux qui se retrouvent bloqués dans l'accès aux rendez-vous risquent de perdre leur travail, voire d'être expulsés »*, diagnostique Lise Faron, responsable à la Cimade, association d'aide aux migrants.

9,90
EUROS
L'abonnement à des alertes pour être prévenu dès qu'une place se libère

170
MILLIONS
de connexions illicites ou malveillantes ont pu être déjouées depuis juin 2020

En juin 2021, l'Institut des politiques publiques alertait déjà : *« Le mécanisme d'allocation en ligne a un effet important sur l'émergence du trafic de rendez-vous* […], *l'accès égalitaire* […] *n'est plus garanti car* [ils] *deviennent payants. »* L'État a donc mis en place plusieurs verrous : captcha, pare-feu renforcé, système de surveillance… Près de 170 millions de connexions illicites ou malveillantes ont pu être déjouées depuis juin 2020, d'après le ministère de l'Intérieur. Et les actions intrusives font systématiquement l'objet de plaintes. Mais pour les associations, seuls des créneaux supplémentaires permettront de venir à bout de ces profiteurs administratifs. ● E.S.

*Le prénom a été modifié à la demande du témoin